



COOPÉRATION

Brazzaville et Kinshasa se rapprochent davantage

En séjour de travail dans la capitale congolaise, le président de la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a indiqué que la pose de la première pierre pour la construction du pont routier-rail sur le fleuve Congo devant relier les villes de Brazzaville et Kinshasa aura lieu entre septembre et octobre 2025.

De son côté, son homologue de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, s'est montré optimiste sur le plaidoyer mené depuis des décennies en faveur des écosystèmes forestiers du bassin du Congo que les deux pays ont en partage avec d'autres pays de l'Afrique centrale. « Nous allons l'emporter parce qu'il s'agit d'une cause juste », a-t-il déclaré.



AFRIQUE CENTRALE

Un forum des investisseurs à Brazzaville en juin



Les deux parties pendant la séance de travail/Adiac

La capitale congolaise abritera, du 10 au 12 juin 2025, un forum régional des investisseurs. Le sujet a été évoqué par une délégation du Haut conseil des affaires

de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, conduite par son vice-président, Daniel Claude Abate, et le maire de la ville de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba.

La problématique du financement des infrastructures dans la région et le développement des chaînes de valeur seront au cœur de ces assises.

Page 6

CIESPAC

Des formations avancées en santé publique

Le Centre inter-Etats d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac) offre des formations avancées aux étudiants, dans le cadre de la rentrée académique 2024-2025, a annoncé son directeur général, le Pr Pierre Marie Tebeu, au cours d'une cérémonie à Brazzaville, siège de l'institution communautaire.

Page 5



Le podium lors de la rentrée académique du Ciespac/Adiac

ELIMINATOIRES CHAN

Le Congo à nouveau face à la Guinée équatoriale

Les Diabes rouges affrontent leurs homologues équato-guinéens, le 29 décembre prochain à Brazzaville, en match retour du dernier tour qualificatif à la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan) de football. A la manche aller, les deux pays se sont neutralisés (0-0) à Malabo.

Page 13



Éditorial

Aller au-delà

Page 2

ÉDITORIAL

Aller au-delà

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), réunis à Yaoundé au Cameroun, ont convenu de commun accord de la nécessité d'engager les réformes urgentes afin d'épargner la sous-région du marasme qui la guette.

De l'avis de nombreux experts, si rien n'est fait, la Cémac va connaître une situation aux conséquences désastreuses. Nonobstant les richesses dont regorge la sous-région, les économies sont souvent l'objet de la dépréciation à cause des contreperformances et de la faible application des réformes.

Il est temps de mettre un terme à la léthargie qui peut entraîner la profonde décadence économique au moment où les autres régions de la planète engrangent des taux de croissance élevés du fait de la résilience de leurs économies.

Pour éviter le pire, l'Afrique centrale devra consolider ses réserves de change, lutter contre les pressions inflationnistes surtout pour le cas des pays possédant des taux au-dessus de la moyenne communautaire de 3%, rapatrier et domicilier les revenus issus de la vente des matières premières, notamment du pétrole.

Le moment est donc venu d'éviter l'endettement excessif, de diversifier les économies, d'augmenter la production agricole et de bâtir des économies résilientes aux chocs endogènes et exogènes. Le Programme de réformes économiques et financières de la Cémac, mis sur pied en 2016, a fait son bonhomme de chemin. Il faut aller au-delà.

Les Dépêches de Brazzaville

BONNE GOUVERNANCE

Concilier les écritures entre le GUP et le trésor public

Par les débats ayant précédé l'adoption du budget de l'Etat exercice 2025 à l'Assemblée nationale, il y a eu la question de la conciliation des écritures entre le guichet unique de paiement (GUP) et le trésor public.

Les députés se sont, en effet, félicités des efforts « indéniables et incontestables » entrepris par le gouvernement pour optimiser les recettes, la mise en place du Comité de trésorerie et d'optimisation des recettes par le président de la République, ainsi que l'annonce faite par les ministres en charge de l'Economie et du Budget sur des tendances haussières des recettes fiscales et douanières.

Interpellant le gouvernement sur cette problématique, le député de la première circonscription électorale de Lumumba, premier arrondissement de Pointe-Noire, Louis Gabriel Missatou, s'est réjoui du fait que l'ambition de l'exécutif par ce budget est non seulement de tenir la dépense mais également de fournir des efforts pour

augmenter davantage les recettes. « Le problème reste, me semble-t-il, dans la conciliation des écritures entre le GUP qui détient la caisse de l'Etat par laquelle entrent les recettes et le trésor qui réside à délivrer des états de liquidation. Cela peut créer comme un endroit, comme un credo de vampirisation des recettes si le gouvernement n'assure pas ou ne garantit pas cette conciliation. Donc, le gouvernement gagnerait à clarifier cette relation entre le GUP et le trésor pour mieux sécuriser nos recettes », a souhaité Louis Gabriel Missatou.

Répondant à cette préoccupation, le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, a annoncé que les équipes travaillent de-

puis quelques mois dans le cadre de la mise en place du compte unique du trésor. « Les équipes ont dû accélérer le travail parce qu'on se souvient que le 28 novembre, le président de la République avait, devant le Parlement réuni en congrès, demandé au gouvernement de tout mettre en œuvre pour qu'à compter du 1er janvier, tous les paiements se fassent à travers le trésor public. Donc, ce travail est fait, peut-être que nous ne tiendrons pas le délai du 1er janvier, parce que c'est un travail immense, mais nous pensons pouvoir le faire courant janvier pour respecter l'engagement ou l'injonction que le président de la République a bien voulu faire », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

UDH-YUKI

Joseph Badiabio appelle à l'unité de l'opposition

Le président de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), Joseph Badiabio, a organisé, le 20 décembre au Palais des congrès, un meeting en salle pour célébrer le premier anniversaire de son élection à la tête de cette formation politique. Il a profité de l'occasion pour inviter les autres partis d'opposition à se constituer en bloc pour mieux peser.

Dans la salle du Palais des congrès archicomble, en présence de certains de ses collègues alliés de l'opposition, Joseph Badiabio a dressé le bilan de sa première année à la tête de l'UDH-Yuki. Bilan qu'il estime positif au regard de nombreuses actions ré-

alisées en douze mois d'exercice. De ces actions, le président de Yuki dit avoir encaissé beaucoup de nouveaux membres dans le parti, une manière pour lui de porter encore plus haut l'étendard de l'UDH-Yuki sur l'échiquier politique national et international. « Notre parti, l'UDH-Yuki, compte à ce jour plus de 60 000 nouveaux adhérents, 13 bureaux exécutifs départementaux, 38 bureaux exécutifs d'arrondissement, 125 bureaux exécutifs de quartier. Ces résultats ont été obtenus sur la base d'un travail acharné accompli sur le terrain. La base ne se déçoit pas comme certains s'en réclament. Elle n'est pas

virtuelle, mais doit être concrète... », a indiqué Joseph Badiabio.

Pour donner de la force et la considération à leur coalition, le président de l'UDH-Yuki a exhorté ses collègues issus d'autres formations politiques d'opposition à l'unité afin de mener ensemble le combat politique avec plus d'efficacité. « Nous devons faire bloc parce que nous présentons l'image d'une opposition dégarinée et faible autour du chef de l'opposition politique », a conclu Joseph Badiabio, cité par la page Brazzaville. Rappelons que l'UDH-Yuki a été fondée par feu Guy Brice Parfait Kolélas, décédé en mars 2021, à l'âge de 61 ans.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

QUINZAINE DU GOUVERNEMENT

Une enquête administrative sur la bourse des étudiants

Les six milliards d'écart sur le paiement de la bourse des étudiants, évoqués par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, dans son récent discours sur l'état de la Nation, ont été une des questions sur lesquelles les journalistes ont rebondi lors de la "Quinzaine du gouvernement", le 23 décembre à Brazzaville. Selon le ministre de la Communication et des Médias, Porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla, le dossier fait l'objet d'une enquête administrative.

« Le recensement biométrique des étudiants inscrits dans les universités publiques à Brazzaville a permis de constater que l'Etat ne devrait décaisser que 3 milliards de francs CFA par an au lieu de 9 milliards exigés pour le paiement des bourses. Est-ce à croire que 6 milliards de francs CFA se dissipent chaque année sans jamais laisser de traces ? », décriait le président de la République, le 28 novembre dernier, devant le Parlement réuni en congrès.

Le 20 décembre, les sénateurs ont interpellé le gouvernement à ce sujet. Voulant eux-aussi tirer au clair cette situation, les journalistes y sont revenus à l'occasion de la dernière édition 2024 de la "Quinzaine du gouvernement", trois jours après l'interpellation au Sénat. Répondant aux questions relatives à ce dossier, le ministre



Le porte-parole du gouvernement face aux journalistes/Adiac

de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin

Mougalla, s'est appuyé sur les explications données par le Premier ministre, Anatole

Collinet Makosso, à la tribune de la chambre haute du Parlement.

« En dehors de la gestion des effectifs des étudiants qui explique ce problème, il y a probablement un certain nombre d'indélicatesses. Celles-ci font l'objet d'une enquête administrative », a-t-il fait savoir.

Et d'ajouter : « Au cas où cette enquête administrative révélerait des fraudes, des manquements des agents publics chargés de la gestion de la bourse des étudiants et que ces fraudes justifieraient une action pénale, les autorités compétentes seront saisies ».

Le président de la République, en sa qualité de premier magistrat, avait alerté l'opinion nationale dans son discours sur l'état de la Nation. Les regards sont donc tournés vers le gouvernement pour voir jusqu'où ira-t-il dans sa démarche visant à faire jaillir la vérité à ce propos.

Rominique Makaya

FINANCES PUBLIQUES

Le budget de l'Etat exercice 2025 revu à la baisse

Le budget de l'Etat exercice 2025 a été adopté les 21 et 22 décembre à Brazzaville par les deux chambres du Parlement, en recettes à la somme de 2 550 milliards 594 FCFA et en dépenses à 2 059 milliards, dégageant ainsi un excédent budgétaire de 352 milliards FCFA destiné à prendre en compte le déficit de trésorerie de 352 milliards FCFA qui sera financé totalement par le solde budgétaire.

Initialement arrêté en recettes à la somme de 2 826 milliards 616 millions FCFA et en dépenses à 2 233 milliards 224 millions FCFA, la loi de finances 2025 a été revue à la baisse suite à un nouveau cadrage macroéconomique et budgétaire, dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), au titre de la facilité élargie du crédit et à l'issue des échanges tenus lors des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale.

En effet, le nouveau cadrage budgétaire qui présente un certain nombre de nouvelles contraintes a donné lieu à l'élaboration d'un nouveau budget de l'Etat et aux réaménagements du volet investissement. La première concerne la réduction du volet investissement de 98 milliards 500 millions FCFA et la deuxième est relative à la révision du niveau des recettes attendues, aussi bien les recettes budgétaires, fiscales et des recettes dites non fiscales, a

expliqué le président de la Commission économie, finances et contrôle de l'exécution du budget de l'Assemblée nationale.

Pas de gap de financements à rechercher

« Ceci s'est traduit par un certain nombre d'aménagements et de réaménagements. Il y en a été ainsi au volet investissement réaménagé qui s'établit dorénavant à 418 milliards FCFA contre 516 milliards FCFA dans la version initiale. La commission a reçu le dernier cadrage budgétaire avec des impacts dans le bas de budget, autrement dit, là où sont énoncées les ressources et les charges de trésorerie. C'est ainsi que dans le cadre de ce nouveau cadrage, plutôt que d'avoir 105 milliards FCFA de gap de financements à rechercher, nous ressortons avec zéro au titre de gap, donc il n'y a pas de ressources à rechercher pour couvrir le gap », a précisé Maurice Mavoungou, président de la commission finances.

Pour épargner le Parlement à revenir en urgence et rectifier certaines dispositions de la loi de finances de l'année en cours, le nouveau cadrage présente les émissions et les remboursements des dons et titres publics de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale dans une ligne dite remboursement des variations nettes qui doit s'élever à environ 270 milliards FCFA.

Risques courus en cas de non-respect de cadrage

En cas de non-respect du programme en cours d'exécution avec le FMI, les risques encourus par le Congo sont nombreux, selon la commission économie et finances. Il s'agit, entre autres, de l'arrêt du programme Facilité élargie de crédit avec pour corollaire le remboursement de tous les appuis budgétaires du FMI, de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale ; l'arrêt de tous les décaissements des partenaires techniques et financiers ; des

condamnations judiciaires et ruineuses. A cela, s'ajoute la dégradation de la norme financière du pays. Cependant, le respect de ces mesures permet, a poursuivi le rapporteur de la commission, à l'Etat de relancer l'activité économique et d'assainir les circuits financiers nationaux et d'augmenter la crédibilité du pays.

Quelques recommandations

La transition vers le budget programme exigeant désormais le respect rigoureux dans le processus et en application des réformes en cours, la quasi-totalité des projets a été supprimée du budget de l'Etat exercice 2025 dans le volet investissement. A titre d'illustration, cinq ministères n'ont pas d'investissements pour l'année 2025, leurs activités étant limitées en projets en régies et/ou en fonctionnement. Il s'agit notamment des ministères de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo; de la Coopération internationale et

de la Promotion du partenariat public-privé; du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation; de la Réforme de l'Etat, du Contrôle de l'Etat, de la Qualité du secteur public et de la Lutte contre les antivauteurs dans l'administration publique.

A l'issue de l'examen du projet de loi, les députés ont encouragé le gouvernement à assurer la bonne maîtrise de l'endettement conformément à l'engagement pris lors de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement du 16 décembre à Yaoundé ; recommandé le renforcement de la rationalisation du train de vie de l'Etat ; de l'opérationnalisation de la caisse de dépôt et de conciliation, ainsi que l'élaboration du code gazeux en vue d'encadrer l'activité gazière. Notons que les députés de l'opposition, notamment ceux de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, se sont abstenus lors du vote du budget.

Parfait Wilfried Douniama

CONCOURS D'ENTRÉE DANS LES INSTITUTS POLYTECHNIQUES

476 candidats en lice

Le concours d'entrée respectivement à l'Institut polytechnique de Kintélé (IPK) et à l'Institut professionnel et technologique d'Oyo (IPTO) a été lancé officiellement, le 19 décembre, à Kintélé par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, en compagnie de sa collègue de l'Enseignement supérieur, Delphine Edith Emmanuel et d'autres responsables.

Au total, 476 candidats passent l'examen selon leur choix dans différentes filières dont sept pour l'IPTO et trois à l'IPK. Ces filières sont notamment celles de l'ingénierie, du froid, de la climatisation, de l'électricité ainsi que de l'informatique industrielle. Brazzaville seule compte 391 candidats, dont 266 ont porté leur choix sur l'IPK tandis que 95 sont pour l'IPTO.

Kinkala, chef-lieu du département du Pool, a présenté huit candidats pour l'IPTO et 16 pour l'IPK. En ce qui concerne la ville d'Oyo, 70 prétendants sont en lice pour l'IPTO et trois pour l'IPK avec 20% de filles. Ces instituts ne prévoient que cent places à raison de cinquante par établissement. La sélection sera faite en fonction du mérite, a indiqué le



Lancement des épreuves du concours d'entrée dans les instituts/DR

ministre Ghislain Thierry Maguessa Ebomé.

D'après lui, ce concours est organisé pour la première fois au Congo. Ces écoles ont été construites

«...Nous sommes en train de construire les passerelles entre l'enseignement technique et supérieur. Au sortir de ces instituts, vous aurez la possibilité de continuer votre parcours universitaire à l'Ecole normale supérieure polytechnique ou à l'Université Denis-Sassou-N'Guesso »

pour former une élite, a-t-il insisté, avant de préciser que les conditions de travail sont exigeantes. « Ici nous sommes en train de construire les passerelles entre l'enseignement technique et supérieur. Au sortir de ces instituts, vous aurez la possibilité de continuer votre parcours universitaire à l'Ecole normale supérieure polytechnique ou à l'Université Denis-Sassou-N'Guesso », a-t-il promis. Rochelvie Kengué Tsiona, candidate pour l'IPK, a indiqué que le concours est une aubaine pour contourner le phénomène de grève répétée à l'Université Marien-Ngouabi. Pour d'autres postulants, le concours vient en quelque sorte réaliser leur rêve afin de côtoyer le matériel au quotidien.

Lydie Gisèle Oko

ASSAINISSEMENT

L'association « Naza mwana Mougali » à pied d'œuvre

L'association internationale « Naza mwana Mougali » a organisé, le 22 décembre, à Brazzaville dans le 4e arrondissement Mougali, une opération de salubrité dénommée « Mougali bopéto » dans le but d'assainir cet environnement. L'initiative contribue au bien être de la population dudit quartier et permet de prévenir certaines maladies.

L'activité est un appui aux efforts des pouvoirs publics à renforcer l'assainissement de la ville et à améliorer les conditions de vie de la population dans cet arrondissement. « L'initiative que nous organisons aujourd'hui va s'étendre dans d'autres arrondissements mais, pour l'instant, nous sommes regroupés sur une fibre des habitants de Mougali. Au-delà de l'assainissement, nous allons réaliser d'autres actions comme l'assistance de certaines per-



Les membres de l'association à l'action/Adiac

sonnes qui se trouvent dans des situations difficiles et nous envisageons même des formations... Pour nous, ce quartier qui a vu naître et grandir certains d'entre nous se doit de répondre au respect de l'environnement pour le bien-être de tous », a souligné Parfait Franck Siolo, membre d'honneur de l'association. « La propreté chasse la maladie. Nous avons pris cette initiative d'assainir Mougali pour que toute la population soit en bonne santé », a rétorqué Simon Blaise Yebesset, président du bureau exécutif national.

Au regard de cette action, la population de Mougali a salué cet engagement et exprimé sa gratitude à l'endroit de ladite association. « Nous remercions l'organisation et son pré-

sident pour cette belle initiative car la propreté environnementale est au centre d'une meilleure santé publique », a déclaré Bianef Poaty, un habitant du quartier.

Conçue à travers des conversations sur les plateformes numériques en 2015 et ayant vu le jour en 2024 par le biais d'une assemblée générale, l'association «Naza mwana Mougali» regroupe essentiellement les natifs et les habitants de cet arrondissement. Elle œuvre dans le social, notamment la salubrité, vient en aide aux enfants vulnérables et aux femmes victimes des violences. Notons que pour la bonne tenue de cette activité, une messe d'action de grâce a eu lieu en l'église Saint-Esprit de Mougali en présence de tous les membres.

Aubie Gélie Ebata (stagiaire)

« La propreté chasse la maladie. Nous avons pris cette initiative d'assainir Mougali pour que toute la population soit en bonne santé »

CIESPAC

Des formations avancées en santé publique

Le directeur général du Centre inter-États d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac), le Pr Pierre Marie Tebeu, a annoncé, le 19 décembre à Brazzaville, à l'occasion de la rentrée académique 2024-2025, des formations avancées en santé publique pour les étudiants des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

La rentrée académique a été marquée par différentes activités, notamment l'accueil des nouveaux étudiants, les inscriptions, la répartition des cours, la leçon inaugurale ainsi que les orientations de la direction générale. Les étudiants ont commencé leurs formations théoriques et pratiques qui dureront plusieurs mois, selon les cursus choisis.

Ils sont quatre-vingt-six apprenants en licence de santé publique, onze en licence préparatoire pour l'accès en master de santé publique, vingt-trois en master pédagogie et recherche, vingt-sept en master I de santé publique en présentiel, seize en master I de santé publique en ligne et soixante-dix en master II de santé publique.

La création de nouveaux programmes par la direction du Ciespac va renforcer la capacité des cadres de santé de la Cémac et permet de transmettre des compétences de santé publique aux jeunes dès leur obtention du baccalauréat. Ces programmes sont destinés à former les ressources humaines en qualité et en quantité les systèmes de santé de la sous-région en vue d'améliorer les conditions de vie de la population tel que souhaité par les chefs d'État.



Le podium lors de la rentrée académique du Ciespac/Adiac

La direction générale du Ciespac a assuré que l'introduction de nouvelles formations s'inscrit dans la vision de l'institution pour répondre à de vrais besoins urgents et concrets dans les pays de la Communauté et au-delà en vue de l'atteinte de l'Objectif de développement durable 3 qui, vise à assurer la santé et le bien-être de tous, en améliorant la santé procréative, maternelle et infantile, en réduisant les principales maladies transmissibles, non transmissibles, environnementales et mentales.

En 2016, le Ciespac comptait juste vingt-quatre apprenants, tous boursiers de la Cémac. Actuellement, le nombre d'appre-

nants de la sous-région inscrits dans les programmes de cette institution d'enseignement est passé à 233 en 2024.

« Soucieux de satisfaire le besoin de l'Etat du Congo et des professionnels de la sous-région, d'autres parcours ont été initiés. C'est ainsi qu'ont vu le jour la licence préparatoire à l'accès en master en santé publique, puis des spécialités de master telles que : hygiène, qualité et sécurité de l'eau et des aliments, et plus récemment encore la gestion des hôpitaux et districts sanitaires, pédagogie et recherche pour les enseignants en sciences de la santé », a indiqué le Pr Pierre Marie Te-

beu. Ainsi d'autres formations suivront selon les besoins et priorités de la population de la Cémac pour son bien-être.

Le Ciespac est un établissement inter-États situé en Afrique centrale, conçu pour offrir des formations avancées en santé publique aux pays de cette sous-région. En effet, il forme des experts en santé publique qui pourront travailler sur des problèmes de santé régionaux et nationaux en Afrique centrale. Pour atteindre ses objectifs de formation, le Ciespac collabore avec plusieurs institutions académiques, des ministères de la Santé publique des pays membres, ainsi que des organisations internationales

pour assurer la qualité de l'enseignement et des recherches.

« Le Ciespac nourrit de plus grandes ambitions pour notre communauté : il se propose déjà de mettre en œuvre en cette année académique 2024-2025 des formations à distance, qui s'inscrivent dans le cadre de son nouveau projet : le Campus universitaire virtuel du Ciespac. Le principe fondamental des formations au Ciespac est l'approche par compétence, qui va au-delà de la pédagogie par objectif », a précisé le Pr Pierre Marie Tebeu.

La rentrée académique 2024-2025 du Ciespac a été rehaussée de la participation de la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, en charge du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale. Elle a apprécié les performances de la direction du Ciespac, du corps enseignant et l'a encouragé à maintenir ses efforts pour la mise en œuvre du plan de travail quinquennal 2024-2028.

« Le gouvernement continuera de se mobiliser afin d'apporter au Ciespac l'assistance nécessaire à l'accomplissement de sa mission », a déclaré la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Fortuné Ibara

DONATION

Du matériel spécialisé offert à l'Institut national des aveugles du Congo

L'Association dénommée « Viens et vois », que dirige Emerson Massa, a remis le 19 décembre du matériel spécialisé aux apprenants de l'Institut national des aveugles du Congo.

Le geste est le fruit de la coopération entre l'organisation non gouvernementale « Viens et vois » et l'association Agape de Londres. Estimé à 1,3 million FCFA, il a pour but de soutenir les élèves handicapés de la vue à s'épanouir. Une façon pour cette association de réitérer son engagement et de renforcer la collaboration avec l'établissement en vue de relever les défis.

Le don est composé de tablettes, poinçons, cannes signalétiques ainsi que des papiers rames. Sa remise a été faite par le vice-président de l'association, Dieudonné Mbimi, à la directrice adjointe de l'Institut, Edith Fabienne Dibansa, en présence des autres membres de l'association. Il vient tant soit peu relever les défis liés au manque d'équipement adap-

tés en vue d'offrir une éducation de qualité aux apprenants déficients visuels de cet établissement. « Ce don représente un engagement concret en faveur de l'inclusion scolaire et du droit à l'éducation pour tous », a-t-il déclaré, ajoutant que « par le passé, grâce au partenariat entre l'ONG Viens et vois avec la Mission évangélique braille, des équipements tels que des cubarithmes et autres ont été donnés à l'institut ».

Après la réception d'un échantillon, la directrice adjointe a manifesté sa joie de voir ce matériel venir combler le manque d'équipement au sein de l'école. D'après elle, l'établissement était confronté au problème d'apprentissage car les élèves manquaient de quoi écrire. Par ailleurs, Edith



La remise du matériel à un échantillon des élèves/Adiac

Fabienne Dibansa a émis le souhait aux autorités compétentes de penser à la formation des enseignants spécialisés ainsi qu'aux formateurs des enseignants dans

le domaine de l'animation pédagogique. Notons que cet institut a un effectif de soixante-trois élèves avec quelques apprenants en intégration, c'est-à-dire les

élèves bénéficiaires du matériel spécialisé de l'école ayant été transférés au collège ou lycée après obtention du diplôme.

Lydie Gisèle Oka

AFRIQUE CENTRALE

Un forum des investisseurs prévu en juin 2025

En séjour de travail à Brazzaville, une délégation du Haut conseil des affaires de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), conduite par son vice-président, Daniel Claude Abate, a échangé avec le député-maire de la ville de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba.

Les échanges entre les deux délégations ont porté sur les préparatifs du forum régional des investisseurs dont Brazzaville abritera, du 10 au 12 juin 2025. « Ces assises vont mobiliser les investisseurs du monde entier autour de la problématique de financement des infrastructures en Afrique centrale et du développement des chaînes de valeur. Vous savez que notre sous-région souffre d'un déficit énorme d'infrastructures empêchant de ce fait sa connectivité », a indiqué à la presse Daniel Claude Abate à l'issue des entretiens.

Notons que le Haut conseil des affaires, qui représente le secteur privé au niveau régional, vise à renforcer la cohésion autour du



Les deux parties pendant la séance de travail/Adiac

processus d'intégration régionale par une plus grande implication du secteur privé dans le processus de développement autonome de l'Afrique centrale.

Cet organe a pour objectifs, entre autres, d'améliorer la participation du secteur privé au processus d'intégration régionale ; de mettre en place un cadre favorable à l'harmonisation des positions du secteur privé et au développement de partenariat public-privé pour le financement durable des projets d'intégration et de faciliter l'émergence d'un secteur privé régional plus dynamique et mieux préparé à conduire un développement autonome dans tous les pays de la communauté.

Roger Ngombé

Le CESE invité à participer à un forum sur l'intégration sous-régionale

La présidente du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Émilienne Raoul, a reçu en audience, le 19 décembre à Brazzaville, une délégation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), conduite par Mangaral Bante, commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité, avec laquelle il a été évoqué l'organisation d'un forum sur l'intégration sous-régionale dont la participation du Congo a été sollicitée.

Au cours du forum dont les préparatifs sont envisagés, les débats se focaliseront sur les problématiques économiques, sociales et environnementales. Mais aussi sur la sécurité des frontières, la coopération policière et judiciaire, ainsi que sur les mécanismes d'intégration plus efficaces dans l'espace communautaire. L'événement réunira les acteurs clés de la CEEAC et sera également l'occasion pour ces derniers d'établir une feuille de route commune pour le développement harmonieux de la sous-région.

La délégation de la CEEAC s'est imprégnée du fonctionnement du CESE sur les questions économiques, sociales et environnementales et souhaite poser des bases d'une collaboration stratégique avec lui pour répondre aux défis multidimensionnels. Cette rencontre avec les délégués de la CEEAC marque une étape cruciale pour aligner les priorités du Congo liées à l'économie, au social et à l'environnemental ainsi que renforcer la coopération sous régionale. « Nous avons rendu une visite de courtoisie et de travail à la fois à la présidente du CESE pour échanger avec elle sur les activités qu'elles mènent, en même temps envisager les perspectives de collaboration avec l'institution dont elle a la charge. Nous avons à cœur d'organiser conjointement avec le CESE de la Ré-

publique du Congo un forum sur les conseils économiques sociaux et environnementaux de l'Afrique centrale, tout en sachant que le CESE de la République du Congo est l'un des plus anciens dans notre espace communautaire donc nous voudrions qu'il partage son expérience et son rayonnement avec les autres conseils pour permettre une synergie de coopération et de mutualisation dans nos pays », a déclaré Mangaral Bante.

En outre, ce forum permettra d'organiser des ateliers thématiques pour aborder des enjeux stratégiques tels que la sécurité des frontières, la coopération policière et judiciaire, ainsi que les mécanismes pour une intégration plus efficace dans l'espace communautaire. « Les enjeux ici consistent à susciter l'émergence des regroupements de conseils économiques et sociaux dans notre espace communautaire pour qu'ils puissent traiter des questions multiples qui préoccupent nos Etats, que rencontrent nos sociétés et la population quotidiennement », a expliqué le commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité de la CEEAC.

Les ateliers qui seront organisés à cet effet visent à apporter des solutions concrètes aux défis sécuritaires qui freinent la libre circulation des biens et des personnes et à renforcer la



La présidente du CESE, Émilienne Raoul, et son invité au cours de l'audience/Adiac

stabilité sous régionale. La sécurité, la paix et le développement économique sont des piliers fondamentaux pour le progrès de l'Afrique centrale. Le forum va promouvoir un espace communautaire plus solidaire, sécurisé et prospère. Les deux parties ont convenu de poursuivre les échanges dans les mois à venir afin de finaliser les modalités d'organisation du forum et des ateliers.

« Le CESE du Congo est une institution à la fois ancienne et nouvelle. Ancienne parce qu'au moment des indépendances, chaque pays s'était doté d'un Conseil économique

et social. Nouvelle parce que c'est une institution qui se remodèle pour être la véritable représentation des organisations de la société civile organisée. Au niveau Afrique, tous les conseils africains sont regroupés presque au sein d'une faîtière dénommée Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique (UCESA), une organisation régionale qui rassemble vingt Conseils économiques et sociaux du continent africain dont le Congo occupe la quatrième vice-présidence, c'est à ce titre que j'ai reçu les responsables de cette

institution », a indiqué la présidente du CESE, Émilienne Raoul.

L'audience accordée par le CESE à la délégation de la CEEAC marque une étape clé dans la coopération, illustrant une fois de plus l'importance du dialogue et de la concertation pour relever les défis communs de la sous-région africaine. « La principale préoccupation de l'UCESA que je représente est de voir la possibilité pour que notre institution obtienne auprès de la CEEAC une représentation d'observateur », a-t-elle conclu.

Fortuné Ibara

INTERVIEW

Hanan Morsy : « Ma motivation est ma croyance en l'avenir de l'Afrique »

A Brazzaville pour solliciter le soutien du Congo à sa candidature au poste de vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA) pour le compte de son pays, le Dr Hanan Morsy, dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, dévoile sa vision pour le continent africain.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Vous êtes candidate au poste de vice-président de la Commission de l'UA. Peut-on connaître les raisons qui motivent votre candidature ?

Hanan Morsy (H.M.) : Comme vous le savez, l'Égypte fait partie des États fondateurs de l'UA et sa contribution figure parmi les plus importantes au sein de notre organisation continentale, mais aussi dans toutes les initiatives stratégiques que l'organisation mène. Mon pays croit fermement que l'UA est la voie la plus appropriée pour porter tous les pays africains et promouvoir l'agenda du développement. Autant dire que l'Égypte estime que ma candidature est la mieux placée pour servir les intérêts de l'UA.

Ma motivation personnelle, c'est l'amour pour le continent et ma croyance en l'avenir de l'Afrique qui a un vaste potentiel pour relever les défis en tous genres et surmonter les obstacles de toutes sortes, à savoir la dette, la sécurité et les changements climatiques.

Dotés d'une population majoritairement jeune, nous sommes le continent qui dispose en plus d'immenses ressources pour développer l'énergie solaire et faire face au problème énergétique auquel il est confronté.

Étant au Congo, je ne peux m'abstenir d'évoquer le bassin du Congo qui représente le poumon du monde en termes de réserve de carbone. Il est l'opportunité pour l'Afrique de relever ce défi. Le bassin du Congo est aussi le relais de l'UA qui progresse de plus en plus et doit faire face aux problèmes globaux tels que les tensions géopolitiques et le protectionnisme afin de promouvoir le multilatéralisme au détriment du bilatéralisme prôné par certains pays.

L.D.B. : Vous avez œuvré dans différents organismes, institutions internationales et sous régionales. Forte de votre expérience, quelles seront vos priorités une fois élue à ce poste ?

H.M. : Une fois élue, je vais focaliser mes priorités en trois volets, à savoir les réformes, les ressources et les peuples. Il s'agit, en effet, d'accélérer les réformes institutionnelles prônées par les chefs d'État et de gouvernement de l'UA ainsi que le consensus entre tous



Hanan Morsy et l'ambassadeur de l'Égypte au Congo/Adiac

les pays. Une autre priorité consistera à réduire les dépenses de l'UA dans les projets qui n'aboutissent pas ou qui n'ont pas un impact considérable sur la vie de la population en orientant ces ressources financières vers des projets plus porteurs qui manquent malheureusement de financements. Aussi, je vais travailler pour une meilleure gestion et (une plus grande) mobilisation des ressources financières que l'UA reçoit des partenaires et organisations financières tant continentales qu'internationales. Cela au regard de mon expérience dans la gestion des ressources financières de différentes institutions.

Nous allons également travailler à la mise en œuvre de l'agenda de l'UA concernant les intérêts de la population et des pays africains. Car mon engagement a pour objectif de voir les conditions des peuples s'améliorer à travers des projets qui les touchent directement et qui impactent en même temps leur vie. C'est une façon aussi d'attirer vers leur organisation continentale certains citoyens qui n'y sont pas attachés pour la simple raison qu'ils ignorent son rôle, son existence et ce qu'elle leur apporte concrètement. D'où le bien-fondé de créer une vraie connectivité entre les communautés locales, la diaspora, les parlements, les communautés économiques régionales et tous les acteurs de la société.

Nous avons aujourd'hui besoin d'une Union qui fonctionne à merveille et j'entends œuvrer pour la protection des intérêts des pays africains par eux-mêmes. Tout ceci arrive à un moment historique où l'Afrique jouit d'une place dans le G20, ce qui va nous aider à promouvoir nos intérêts. Au plan régional, l'UA est

appelée à jouer un rôle de premier rang dans la préservation, le maintien de la paix et la sécurité ainsi que l'intégration régionale et le développement durable. Du point de vue stratégique, la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine est donc une opportunité pour l'emploi et la croissance.

appelée à jouer un rôle de premier rang dans la préservation, le maintien de la paix et la sécurité ainsi que l'intégration régionale et le développement durable. Du point de vue stratégique, la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine est donc une opportunité pour l'emploi et la croissance.

L.D.B. : Quelles stratégies envisagez-vous mettre en place pour promouvoir le consensus qui a souvent fait défaut au sein de l'UA sur certaines questions d'intérêt continental ?

H.M. : J'étais co-présidente d'un groupe de travail sur l'architecture financière globale où j'ai travaillé avec des ministres des Finances et du Développement de l'UA afin de parvenir à un consensus qui amène à des solutions communes et (une) position d'ensemble. Je vais donc me concentrer sur cette stratégie pour implémenter les actions de sorte à mieux faire avancer l'agenda de l'UA.

L.D.B. : Vous êtes à Brazzaville dans le cadre d'une tournée de présentation de votre candidature. Avez-vous le sentiment d'avoir obtenu le soutien des autorités congolaises ?

H.M. : Effectivement, je suis en tournée africaine et j'ai visité plusieurs pays avant la République du Congo qui est une étape d'une importance stratégique au regard des relations très importantes qui lient la République Arabe d'Égypte et la République du Congo. Ce sont des relations historiques auxquelles nous tenons beaucoup.

Le but de cette visite est de présenter la vision de la candidate égyptienne que je suis, les priorités, le programme de travail pour fixer les États membres de l'UA sur ce que nous allons faire une fois élue au poste de vice-président de la commission. Cette vision, je l'ai présentée ici au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères à la lumière de la vaste expérience qui est la mienne. Nous avons eu des échanges fructueux et nous espérons le soutien du Congo. De même, j'ai transmis la lettre du président Abdel Fattah al-Sissi adressée à son frère et homologue, Denis Sassou N'Guesso, qui témoigne des relations fraternelles et remarquables qui existent entre nos deux pays.

Propos suscités par Guy-Gervais Kitina



LES MUCODEC
vous souhaitent

*Joyeux Noël
et bonne fête de fin d'année !*

CHAQUE JOUR EST UNE FÊTE AVEC CANAL+ !

Pour célébrer la fin d'année, CANAL+ a lancé une promotion exceptionnelle permettant à tous les abonnés de profiter de 30 jours gratuits sur la formule TOUT CANAL+. Pour en bénéficier, les abonnés, qu'ils soient actifs ou inactifs, doivent simplement se réabonner à la dernière formule souscrite, quel que soit le montant. Cette promotion peut être utilisée deux fois, offrant ainsi 60 jours d'accès à toutes les chaînes de CANAL+. Pendant cette période, les non-abonnés peuvent également rejoindre l'univers CANAL+ en achetant un décodeur à seulement 1000 CFA avec la formule Evasion.

Mais ce n'est pas tout ! CANAL+ va encore plus loin en offrant des groupes électrogènes par tirage au sort à ses abonnés. Ces groupes, exposés devant les STORES CANAL+, sont accessibles à tous ceux qui se réabonnent en boutique ou via paiement mobile.



Après avoir remis un premier groupe à **Madame Sidonie Sandy** (représentée par son fils au milieu à gauche), heureuse gagnante à la boutique de Mougali le 6 décembre 2024, ce mardi 17 décembre 2024, c'était au tour de **Monsieur Nguie Wono Fugain** (à l'extrême droite) d'être récompensé pour sa fidélité à CANAL+. La remise du groupe a eu lieu lors de l'ouverture du nouveau STORE CANAL+ au terminus de Mikalou, en présence du chef de quartier, **Monsieur Basten**, et de l'huissier de justice, **Maître Loubassou**.

L'heureux gagnant a exprimé sa gratitude envers CANAL+ : « **En cette période de pénuries d'électricité, je suis très heureux et vraiment surpris de recevoir un cadeau d'une si grande valeur de la part de CANAL+. Je remercie vivement toute l'équipe de CANAL+ et j'encourage tout le monde à se réabonner pour profiter des 30 jours gratuits et avoir la chance, comme moi, de gagner un des nombreux groupes électrogènes...** ».

La promotion **TOUS LES JOURS EST UNE FÊTE CHEZ CANAL+** se poursuit jusqu'au 31 décembre. De nombreux abonnés auront encore la chance de gagner à cette tombola et de profiter pleinement de TOUT CANAL+ pour des fêtes de fin d'année inoubliables en famille grâce à CANAL+.

A propos de CANAL+ CONGO

CANAL+ CONGO est une filiale du groupe CANAL+ International, société spécialisée dans l'édition et la commercialisation des chaînes CANAL+ spécifiquement pour le continent africain. Elle distribue les chaînes CANAL+ par satellite dans 20 pays d'Afrique centrale et de l'ouest. A travers Mycanal, son application de TV mobile, elle offre à ses abonnés la possibilité d'accéder à plus de 200 chaînes TV dans l'ensemble des contenus et programmes proposés par CANAL+ en direct et en replay sur leurs tablettes ou leurs smartphones. Par le biais de ses activités, Canal+ Congo a déjà créé plus de 1000 emplois direct et indirect au CONGO.

CONTACT PRESSE

Département Communication CANAL+ CONGO

Chargé Communication : **Marlène KOULIMBA**

E-mail : Marlene.KOULIMBA@canal-plus.com

CONFÉRENCE- DÉBAT

L'Afrique doit s'appropriier les Brics+ pour s'en sortir de son sommeil

Trois conférenciers congolais ont animé, le 20 décembre, à Brazzaville une conférence-débat au cours de laquelle ils ont développé la thématique Brics : « Enjeux et perspectives de son élargissement ».

Le public a suivi une conférence-débat marquant la fin de la présidence de la Russie des Brics+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud et autres pays) organisée par la Maison russe de Brazzaville dont le témoin sera transmis au Brésil.

Les Brics+ sont un instrument de libération des Etats africains de la captivité des Occidentaux. Hier, ils étaient sous l'emprise de la puissance occidentale mais, avec l'arrivée des Brics, ces Etats retrouvent petit à petit l'espoir perdu. Certains connaissent déjà un développement remarquable, d'autres par contre sont en voie de développement.

A cet effet, les trois panélistes ont éclairé tour à tour l'assistance sur l'appui et la vision des Brics sur les Etats africains. La vision des Brics est de libérer l'Afrique du joug colonial. A ce titre, les Brics deviennent une arme que les pays africains devraient utiliser pour sortir du calvaire et aller vers la liberté. Les Africains devraient s'approprier de ces armes pour qu'ils se développent et proclament réellement leur liberté.

Le premier intervenant, le Dr Ernest Tchiloemba Tchitembo, dans sa communication, a épinglé trois sous-titres qu'il a développés parmi lesquels : « Les Brics et les Etats africains : unis dans la construction d'un monde multipolaire plus juste et plus égalitaire ». Il a invité le public à un regard rétrospectif sur l'évolution du monde depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui coïncide, selon lui, avec la création d'un nouvel ordre mondial en cours. Le Dr Ernest Tchiloemba Tchitembo a également parlé de l'intérêt aujourd'hui des Etats africains ainsi que le rôle effectif et efficace qu'ils peuvent jouer dans la construction d'un nouvel ordre mondial qui se dessine sous leurs yeux.

Les Etats africains ont été beaucoup marginalisés sur tous les domaines, le dollar, a-t-il dit, est



Les panelistes lors de la conférence-débat sur les Brics+ / Adiac

une domination monétaire sur les échanges internationaux. Cette hégémonie à laquelle s'ajoute celle de la politique que les Brics+ veulent détruire pour émerger des rapports entre les Etats souverains plus égalitaires, plus justes pour un monde multipolaire où les décisions ne se prennent pas par un petit groupe restreint et fermé comme l'Union européenne et le G7 ou l'Otan. « Sous l'impulsion des Brics, nous pouvons imaginer le visage de ce que sera ce nouvel ordre mondial. Si l'ordre mondial né à Yalta a été dominé par les pays de puissance occidentale, il est certain que le nouvel ordre mondial auquel va participer les Etats africains et d'autres pays du monde ne sera ni idéologique, ni hégémonique, ni européen, ni asiatique mais se veut un monde multipolaire égalitaire plus équilibré et plus inclusif », a souligné le Dr Ernest Tchiloemba Tchitembo.

Une telle évolution, pense-t-il, devrait interpeller les élites politiques et intellectuelles africaines dont les pays seraient les plus grands bénéficiaires de ce nouvel ordre mondial dans le domaine du partenariat entre Chine et Afrique, Russie et Afrique, Inde et Afrique et que tous les problèmes que nous dénonçons, les inégalités politiques ou géopolitiques, l'influence trop grande de puissances occidentales ou multinationales dans les économies africaines

peuvent trouver de solutions heureuses dans le cadre et sous la protection des Brics.

Le Congo, tout comme de nombreux pays du continent africain, pourrait mettre à profit l'immense expérience dynamique et la connaissance du monde par les plus hautes autorités de ce pays y compris la coprésidence congolaise du Focac pour accélérer la mise en place des mécanismes de fonctionnement de ce nouvel ordre mondial. « Si historiquement, il est justifiable que les Etats africains étaient absents à Yalta en 1945, aujourd'hui en ce 21e siècle, il serait incompréhensible, injustifiable et impardonnable que les Etats africains soient en marge d'une dynamique qui va peser sur toute l'humanité et les relations internationales », a indiqué le docteur, tout en remerciant l'ambassade fédérale de la Russie, particulièrement la direction de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, pour avoir transformé cette maison en un grand centre d'échanges culturels et intellectuels.

Une monnaie des Brics, un espoir pour contre-carrer le dollar

De son côté, le Pr Abira Galebay a exposé sur « Les défis des Brics+ dans l'ordre mondial », épinglés sous différents thèmes. Selon lui, les défis des Brics portent sur le changement de l'ordre colonial. Cet ordre colonial ne cesse de

peser sur les Etats faibles. Les résultats sont encourageants dans l'élaboration et l'avancement de ce groupe créé en 2008, en Russie et qui devient Brics+ en janvier 2024. Ce processus d'extension a créé et a donné un espoir aux futurs adhérents. La création d'une monnaie des Brics, pense le professeur, est un espoir pour contre-carrer le pouvoir du dollar, un pouvoir colonial issu de l'exploitation de nos forces, car l'Afrique a servi de terroir de production de source naturelle pour le développement et la maintenance pour la force du dollar dans le monde.

Les membres des Brics partagent un intérêt commun mais, en même temps, sont menacés par des tentatives de déstabilisation de la part de l'Occident. Les Brics affirment un potentiel géoéconomique et géopolitique avec une croissance qui dépasse aujourd'hui la croissance des Etats-Unis même de l'Union européenne réunie. Ils contestent totalement la gouvernance mondiale imposée par l'Occident et cherchent à modérer l'ordre mondial pour rendre plus inclusif et équilibré, c'est dire solliciter ou susciter l'adhésion et la participation de tous les Etats et reconnaître la souveraineté comme principe sacré d'existence d'un Etat. « Les Brics montrent aux Etats africains une porte de sortie, ils sont la sécurité collective, les Etats africains ont ce pouvoir de décider de faire

changer les choses », a martelé le professeur.

Par ailleurs, les Brics interviennent également sur les questions de paix et de sécurité. Dans son intervention, le Pr Yvon Pierre Ndong Ibara a parlé de « la co-construction d'un monde humain » articulé sous différents points. Les Brics+, selon le professeur, appellent à la paix et à la sécurité universelle, rien au monde ne peut prospérer sans la paix et la sécurité. Tout le monde est témoin des efforts des pairs des Brics pour la paix en Afrique. La libération des pays de l'Alliance des Etats du Sahel, de la Centrafrique en sont des exemples, grâce à l'appui de la Russie. Les pays des Brics+ sont heureux de partager le destin commun de l'humanité en matière de développement. « L'Afrique était considérée dans un passé récent par les Occidentaux comme leur anti chambre, leur couvée d'or, ils étaient vénérés comme les seigneurs, des vrais souverains mais, avec l'arrivée des Brics+, cette réalité est à classer dans les illusions du passé. Les Brics+ se servent des échecs des Occidentaux pour faire avancer leur groupe avec l'humanité, ils sont sortis de leur insularité par l'épreuve de soi par l'autre et de l'autre par soi. Le groupe Brics+ est un instrument de coopération multilatérale qui fait partie de l'histoire immédiate du monde. Avec l'arrivée des Brics+, le Congo a maintenant une ouverture qui peut lui permettre de coopérer avec le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres pays. Les Brics sont un corps, chaque pays devient un membre de ce corps », a fait savoir le professeur. Pour l'heure, les pays membres des Brics+ sont la Russie, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Brésil, l'Iran, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Éthiopie.

Rosalie Tsiankolela Bindika & Aubie Gélie Ebata (stagiaire)

BASES MILITAIRES FRANÇAISES EN AFRIQUE

Djibouti sera un «point de projection» selon Emmanuel Macron

Le chef de l'Etat français s'exprimait devant les soldats français, à Djibouti, annonçant que la base française y installée allait se «réinventer» comme «point de projection» pour des «missions» en Afrique, après le retrait forcé des forces françaises du Sahel, ont rapporté des médias français.

«Vous avez toujours été une emprise particulière», a indiqué Emmanuel Macron aux 1 500 soldats français présents sur la base aérienne 188, avant de partager un dîner de Noël avec eux. Djibouti est une base à part, beaucoup plus tournée vers la mer Rouge, l'océan Indien et l'Indo-Pacifique qu'elle ne l'est vers l'Afrique. Mais ce choix stratégique est en cours d'évolution, a dit le président français.

«C'est aussi, et ce sera d'ailleurs à

réinventer, un point de projection pour certaines de nos missions africaines. Et donc je veux ici marquer la différence entre ce que chaque jour, vous bâtissez depuis cette base et ce qui est fait, la restructuration de notre approche sur le continent africain», a souligné Emmanuel Macron. Une restructuration forcée, la France étant contrainte de quitter le Tchad et le Sénégal après avoir évacué le Sahel. «Notre rôle change en Afrique, mais c'est ce

que nous avons voulu parce que le monde change en Afrique, parce que les opinions publiques changent, parce que les gouvernements changent. Et parce que nous avons décidé, de manière souveraine en février 2023, après plusieurs années de changement progressif, et bien, de rebâtir un partenariat qui repose sur des partenaires respectés», a indiqué le président français.

La France a déjà été contrainte d'évacuer ses troupes du Mali, du

Burkina Faso et du Niger entre 2022 et 2023 après l'arrivée au pouvoir des militaires qui se seraient rapprochées de Moscou. Un premier contingent de 120 soldats français a quitté le 20 décembre le Tchad, après que celui-ci a formulé la demande fin novembre. Le Sénégal a également fait part de son souhait de voir la France fermer ses bases militaires. Seuls au Gabon et en Côte d'Ivoire subsistent encore des bases françaises. Les

effectifs sont en diminution et ces bases pourraient être à l'avenir partagées avec les armées locales. La base de Djibouti, qui accueille 1 500 militaires, est le plus gros contingent français à l'étranger et la seule à n'être pas concernée par la réduction de voilure historique prévue sur le continent africain. Paris et Djibouti ont renouvelé en juillet leur traité de coopération en matière de défense.

Noël Ndong

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Les enfants de Poto-Poto prêts à célébrer le 25 décembre avec faste

Le député de la première circonscription électorale de Poto-Poto, Rick Gérard Bokilo, a offert le 22 décembre à l'école de l'Unité africaine des jouets à des centaines d'enfants des quartiers 31 et 32 du troisième arrondissement de Brazzaville, afin de leur permettre de fêter avec faste la Noël.

Accompagnés pour la plupart des parents, ils étaient finalement nombreux, les enfants de Poto-Poto I, ayant répondu à l'appel de leur élu pour recevoir des cadeaux de Noël. Filles comme garçons, les bénéficiaires dont certains ne savaient plus à quel saint se vouer, surtout en cette période de crise économique et financière, ont eu des mots justes pour saluer l'élan de générosité de Rick Gérard Bokilo. « Nous, filles et garçons de Poto-Poto I, quartiers 31 et 32, nous vous remercions pour tous les jouets que vous nous donnez chaque année. Joyeux Noël papa lumière », ont déclaré en substance les adolescents qui se sont succédé à la tribune.

Exprimant sa solidarité envers les enfants de sa circonscription, le député de Poto-Poto I a rappelé que Noël est un moment de joie et d'espérance, un moment

où chaque sourire d'enfant illumine les cœurs et rappelle que la mission des parents est d'œuvrer pour leur avenir, leur bonheur et leur bien-être. « Aujourd'hui, vous recevez non seulement des jouets mais aussi l'assurance que chaque enfant de notre circonscription est précieux et qu'il mérite des opportunités pour s'épanouir et grandir dans un environnement sain et stimulant. Ces jouets sont plus qu'un simple cadeau, ils sont un symbole de notre engagement à soutenir vos rêves et à contribuer à la construction d'un avenir radieux pour vous, les leaders de demain », a déclaré Rick Gérard Bokilo.

Appuyé par ses collègues de Zanaga, Marcel Mbani, et de Tchiamba-Nzassi, Christian Ernest Makosso, le député de Poto-Poto I a rappelé que son geste, bien que modeste, s'inscrit dans un cadre pure-



Rick Gérard Bokilo remettant des jouets à un échantillon d'enfants/Adiac

ment social, loin des enjeux politiques. Car, en tant que député, son rôle est avant tout d'être au service de sa communauté, de répondre aux besoins de chaque citoyen et de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des habitants de Poto-Poto. « C'est pourquoi aujourd'hui nous célébrons cette fête ensemble, dans un esprit de partage et de solidarité », a-t-il précisé.

Traduisant sa gratitude en-

vers le président de la République, Rick Gérard Bokilo a indiqué que les élus ont la responsabilité de travailler sans relâche pour offrir les meilleures opportunités et conditions de vie possibles à la population sous la conduite du chef de l'Etat. « A l'aube de l'année 2025, il nous appartient de continuer à œuvrer ensemble pour réaliser les ambitions du président de la République pour un Congo plus fort,

plus solidaire et prospère. Nous devons tous, main dans la main, œuvrer pour le bien-être des enfants, des femmes et des hommes qui font la grandeur de notre pays. Que l'année 2025 soit marquée par de nouvelles victoires pour notre pays et que chaque enfant puisse grandir dans un environnement propice à son épanouissement », a formulé le député de Poto-Poto I.

Parfait Wilfried Douniama

L'artiste Fordha Blow au rythme du calendrier de l'Avent

Pour célébrer la fête de la Nativité 2024, l'artiste Fordha Blow a suivi le calendrier liturgique de l'Avent en interprétant chaque jour un cantique au saxophone. Récit de sa traversée de quatre semaines d'attente pieuse et joyeuse en musique.

Dès le 30 novembre, le Franco-Congolais a toiletté le précieux instrument à vent; objet de ses soins attentifs, nécessitant, pour son entretien particulier, un nettoyage fréquent, des réglages permanents et, surtout, les réparations régulières appropriées auprès de son luthier. Cette précaution d'usage effectuée, il a pu aborder en musique le temps précédant la fête de Noël 2024, prêt à faire retentir quotidiennement à travers le cantique choisi, la prolongation de son âme via son cher ami l'instrument.

Pour cette élévation poétique par l'éclat des sons mélodieux transmis par son saxophone, oeuvrant désormais pour la musique religieuse, Fordha Blow a donné rendez-vous avec ses abon-



nés en ligne depuis la première semaine de l'Avent et jusqu'à la veille de Noël. Son répertoire s'est ouvert sur la chanson Rémunérateur, de Faveur Mukoko. Puis se sont succédé des titres tels que Awesome Gog ; Jesus loves me Amazing grace ; Feliz Navidad ; Shout to the lord interprétés le 22 décembre.

À la manière du roi David, son référent en musique biblique, il leur a livré à chaque fois, jour après jour, l'écho de sa voix humaine par l'entremise des sonorités envoû-

tantes, emplissant l'espace de son saxo alto rutilant. Leur communiquant ainsi sa touche unique et chaleureuse, il n'a pas laissé indifférent à l'écoute, à en croire les commentaires respectifs des uns et des autres à la fin de chaque prestation.

Une chose est sûre cependant, cette musique à la louange de la Nativité n'est qu'une parenthèse pour le saxophoniste Franco-Congolais. Si sa musique est jouée lors de cultes rendus à Dieu au cours de cérémonies religieuses, elle l'est également à l'occasion de mariages ou de baptêmes pour lesquels son accompagnement musical est parfois sollicité.

« Tous mes vœux pour une bonne fête de Noël », adresse-t-il aux abonnés en ligne.

« Tous mes vœux pour une bonne fête de Noël »

Marie Alfred Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora

Albanie, 19e journée, 1re division

Sous une pluie diluvienne, le Partizani Tirana remporte son duel face à un concurrent direct, le Vllaznia Shkodër (2-0). Titulaire en pointe, Archange Bintsouka s'est créé une litanie d'actions concrètes, mais a manqué de réalisme ou de réussite : une tête sur la barre, un tir du gauche mis en échec par le gardien, deux tirs du droit stoppés par le portier, une nouvelle tentative du gauche arrêtée, puis un tir à bout portant dans le petit filet... Une grosse activité qu'il faudra parvenir à convertir en buts dès la rentrée, le 11 janvier face au Skenderbeu Korçe.

En attendant, le Partizani passera la trêve de Noël à la deuxième place, à 1 point du Dinamo.

Allemagne, 15e journée, 1re division

En supériorité numérique dès la 15e minute, l'Eintracht Francfort chute face à Mayence (1-3). Sans Niels Nkounkou, resté sur le banc. Augsburg s'incline à Kiel (1-5). Avec Chrislain Matsima titulaire : pris de vitesse sur le premier but, malheureux sur le second, il n'est pas dans sa zone sur le coup-franc anodin qui amène le 5e but adverse. L'apprentissage du haut-niveau est difficile pour le défenseur franco-congolais prêté par Monaco.

Angleterre, 21e journée, 3e division

Northampton Town coule face à Charlton (0-5). Titulaire, William Hondermarck a été remplacé à la 76e, à 0-4, à l'issue d'une prestation cauchemardesque : trop large au marquage de Docherty (1-0, 9e), il donne une passe décisive à Leaburn (3-0, 36e) puis perd le ballon au début de l'action du 4-0 (68e).

Sans Loïck Ayina, non retenu, Huddersfield l'emporte 4-0 à Cambridge.

Angleterre, 22e journée, 2e division

Burnley bat Watford 2-1. Sans Han-Noah Massengo. Souhaitons au jeune milieu franco-congolais de trouver un point de chute hivernal pour augmenter son temps de jeu (seulement 91 minutes en Championship).

Pays-Bas, 21e journée, 2e division

Den Bosch fait carton plein sur la pelouse du FC Emmen (3-0). Titulaire, Kévin Monzalo a obtenu, aux 20 mètres, un coup-franc converti par Von Grunsen (1-0, 16e). C'est encore lui qui sert Bur-



Christoffer Mafoumbi et ses co-équipiers passeront Noël à la première place du classement du championnat maltais (DR)

gering pour le 2-0 à la 21e. Remplacé à la 82e.

Portugal, 15e journée, 2e division Bryan Passi n'est pas entré en jeu lors du revers de Mafra à Leixoes (1-2).

Israël, 15e journée, 1re division

Cinquième match d'absence pour Fernand Mayembo, en souffrance avec ses ischios. Sans lui, l'Hapoel Haïfa prend les trois points sur le terrain du Bnei Raina (2-0).

Titulaire, sur la gauche de l'attaque du Maccabi, Chance Leroy Mondzenga Mouala a été remplacé à la pause.

L'attaquant, arrivé en provenance de l'ES Metlaoui l'été dernier, a disputé 11 matches cette saison, mais n'a pas encore trouvé le chemin des filets.

L'Hapoel est 5e avec 24 points, soit 4 de mieux que le Maccabi Bnei Raina.

Italie, 17e journée, 1re division

Antoine Makoumbou, titulaire, et Cagliari chutent à Venise (1-2).

Monza s'incline sur ses terres face à la Juventus de Turin sur le même score. Warren Bondo a disputé l'intégralité de la rencontre. Sans Gabriel Charpentier, récemment opéré du tendon d'Achille, Parme coule à la Roma (0-5).

Au classement, Parme est 16e avec 15 points, Cagliari 18e avec 14 points et Monza, 20e et dernier avec 10 points.

Kosovo, 18e journée, 1re division

Drita bat Feronikeli (2-1). Ave Raddy Ovouka, titulaire dans son couloir gauche. Drita est premier avec 7 points d'avance sur son dauphin.

Malte, 5e journée de la phase d'ouverture, 1re division Floriana l'emporte 1-0 à Birkirkara et prend le contrôle du classement avec 3 points d'avance sur son adversaire. Christoffer Mafoumbi était titulaire. Prochaine et dernière journée de cette phase

d'ouverture le 10 janvier.

Pays-Bas, 17e journée, 1re division

Battu à Willem II (4-1), le NEC Nimègue poursuit sa mauvaise série (4 défaites et 1 nul). Brayann Pereira, sur le banc au coup d'envoi, est entré à la 87e. Le NEC est 12e avec 17 points.

Portugal, 15e journée, 1re division

Gil Vicente partage les points avec

le Sporting Lisbonne (0-0). Titulaire et averti à la 63e, Jordi Mboula a été remplacé à la 68e.

Belgique, 19e journée, 1re division

Dans un due de mal-classés, Courtrai prend un point à Wilrijk (2-2). Sans Mark Mampassi, absent depuis le 20 octobre et la 11e journée.

Le Cercle de Bruges bat Louvain 1-0. Sans Senna Miangué, resté sur le banc.

Belgique, 16e journée, 2e division

Le RWDM fait match nul 0-0 à La Louvière. Sans Christ Makosso, absent de l'effectif pour le second match consécutif. Une situation qui pourrait confirmer le départ possible du défenseur international, annoncé à Luton Town.

Liège l'emporte à Eupen (1-0). Sans Yannick Loemba, qui n'a pas joué depuis le début de la saison.

Chypre, 13e journée, 2e division

Loïs Fauriel est resté sur le banc

lors du succès du Doxa Katokopias à Derynas (2-2).

Croatie, 18e journée, 1re division Gorica chute à domicile face au Lokomotiv Zagreb (1-4). Titulaire, Merveil Ndockyt a délivré une passe décisive à la 41e : une série de passément de jambes sur le côté droit, puis un centre parfait du droit pour Prsir (1-1). Averti à la 18e et remplacé à la 85e, à 1-3.

Gorica est 10e et dernier avec 15 points. Prochaine journée le 26 janvier.

Espagne, 21e journée, 2e division

Le Sporting Gijón s'incline à la maison face à Malaga (1-3). Sans les jeunes Yann Kembo et Pierre Mbemba, restés sur le banc.

Notons que l'ancien Lillois Pierre Mbemba a ensuite participé au succès de la réserve de Gijón à Urraca (5-1) pour le compte de la 16e journée de Tercera Division (5e échelon).

Camille Delourme

Coupe de France, 32e de finale

Le cauchemar continue pour Martigues, humilié à Bourgoin-Jallieu, pensionnaire de N2, sur le score de 1-4. Titulaire, Alain Ipiélé est à l'origine du but de son équipe, puisque son centre est relâché par le gardien sur Siby (1-2, 23e). Remplacé à la 58e, alors que Bevic Moussiti Oko, en délicatesse avec ses adducteurs, était absent de la feuille de match.

La galère continue pour Clermont et Mons Bassouamina, éliminés aux tirs au but à Sochaux (0-0, 3-5). Titulaire, Mons Bassouamina a été remplacé à la 85e, tandis que Victor Mayela est entré à la 78e.

Nolan Mbemba n'a pu empêcher l'élimination de Grenoble à Cannes (2-3). Globalement décevant, le milieu international a été remplacé à la 70e, à 1-3. Loris Mouyokolo est resté sur le banc.

Entré à la 73e, alors que Feignies-Aulnoye était mené 0-1, Kévin Koubemba a finalement réduit le score à la 90e+4 : sur une longue ouverture, il s'emène le ballon de la cuisse, dépose Niakhté et enclenche, de l'entrée de la surface, un tir puissant du droit qui termine sa course dans le coin droit du filet de Descamps. Le quatrième but cette saison de l'ancien international congolais de 31 ans, le deuxième dans cette compétition.

Le FCSR Haguenau franchit facilement l'obstacle Boulogne-sur-Mer (4-1). Titulaire sur le flanc gauche, Bridges Loumoumou Ngobouma a délivré une passe décisive pour Lawson qui double le score (2-0, 21e).

Le SC Bastia s'impose sans coup férir face aux Martiniquais de



Kévin Koubemba, buteur contre Lyon, est éliminé, tandis que Davel Mayela, buteur contre Montpellier, crée l'exploit avec Le Puy (DR)

Saint-Joseph (5-0). Sans Steevy Mazikou, non retenu.

Sans Bradley Locko, convalescent jusqu'en fin de saison (talon d'Achille), Brest se qualifie dans la souffrance à La-Rochesur-Yon (1-0).

Eclatante victoire du Puy (N2) face à la lanterne rouge de Ligue 1, Montpellier (4-0). Entré à la 82e, Davel Mayela a clos le score à la 90e en reprenant une tentative de Pas repoussée par Berthaud.

Présent dans le groupe de 20 montpelliérain, Rabby Nzingoula n'était pas sur la feuille de match, contrairement à Maël Mouanga, spectateur impuissant depuis le banc.

Amiens est sorti à Thion (1-2). Yvan Ikia Dimi est entré à la 80e alors que les deux équipes

étaient à égalité 1-1.

Strasbourg revient de Calais avec son billet pour les 16e de finale (4-0). Dilane Bakwa, resté sur le banc, était ménagé, tandis que Junior Mwangi, peu utilisé en championnat, est entré à la 77e. Et a donné une passe décisive à Mara pour le 4-0 (89e).

Melvin Zinga était titulaire lors de la qualification du SCO Angers sur le terrain de Bobigny (0-1). Le gardien de 22 ans s'est distingué à la 19e, alors que le score était encore vierge.

Quevilly-Rouen et Natanaël Bouékou, remplacé à la 62e, s'imposent chez les amateurs de Saint-Philbert-GD-Lieu (2-0).

Jean-Luc Massamba est resté sur le banc lors de l'élimination de Marmande par Le Mans (0-7).

C.D.

CHANGEMENT DE NOM.

On m'appelle Maleka Kobeli Fleury.
Je désire désormais être appelé Maleka Fleury.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

ELIMINATOIRES CHAN 2024

Les Diabes rouges à une victoire de la qualification

Les Diabes rouges ont fait jeu égal, 0-0, le 21 décembre à Malabo, contre le Nzalang national de la Guinée équatoriale en match aller du dernier tour qualificatif à la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan).

Le résultat piège oblige les Congolais à l'emporter, le 29 décembre à Brazzaville, pour assurer une cinquième qualification, la quatrième d'affilée à la compétition réservée aux joueurs évoluant sur le plan continental.

Le plus dur reste à faire car la pression a donc changé de camp. Elle se trouve désormais sur les épaules des Diabes rouges donnés favoris pour cette double confrontation en raison de leur participation régulière à la compétition. Il faut à tout prix l'emporter car le nul avec but sera préjudiciable.

On se souvient encore de la deuxième qualification du Congo à ce Chan dans les conditions identiques. Tenus en échec à Kintélé, 0-0, par les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), les Diabes rouges s'étaient qualifiés grâce au but inscrit sur le terrain de l'adversaire (1-1).

Il faut donner plus pour confirmer

lors de ces retrouvailles. Les deux équipes s'étaient affrontées lors des éliminatoires du Chan 2022. Après le nul de 2-2 à Malabo, le Congo s'était qualifié grâce à sa courte victoire 1-0.

Outre ce match, les Léopards de la RDC et les Sao du Tchad ont fait jeu égal 1-1. Le match retour se jouera à Kinshasa. Les Lions Indomptables du Cameroun sont les seuls de la sous-région à remporter la manche aller. Le Cameroun a eu raison de la République centrafricaine, 1-0, et a fait un pas important vers la qualification. Le match retour prévu à domicile lui permettra de confirmer.

Dans les autres zones, l'Angola à l'extérieur a pris le meilleur sur le Lesotho, 2-0. La Zambie s'est imposée à Maputo devant le Mozambique, 3-0. Madagascar a dominé Eswatini 2-0. Le Soudan du Sud a eu raison du Rwanda, 3-2. Le Soudan a dominé l'Éthiopie, 2-0. Le Ghana et le Nigeria ont fait jeu



égal, 0-0. La Côte d'Ivoire a battu le Burkina Faso, 2-0. Le Libéria et le Sénégal ont fait jeu égal, 1-1. La Mauritanie s'est imposée devant le Mali, 1-0. Le Togo et le Niger ont fait match nul, 1-1.

Les matches retour qui vont se jouer ce week-end permettront de sélectionner tous les qualifiés. Le Chan va se disputer du 1er au 28 février 2025 et est organisé pour la première fois par trois pays, notamment le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Le tournoi regroupera dix-neuf sélections contre dix-huit lors de la dernière édition, soit une de plus. Les poules A, B et C auront chacune cinq équipes contre quatre pour le compte de la poule D. La règle de la qualification pour les matches à élimination directe sera appliquée de la même manière dans tous les groupes. Seules les deux meilleures sélections seront qualifiées pour les quarts de finale.

J.G.E.

TRIBUNAL DU FOOTBALL

Le Congo contraint de payer 34 500 euros à Paul Put

Un nouveau courrier de la Fédération internationale de football association (Fifa), dans lequel son secrétaire général demande à la Fédération congolaise de football de payer à Paul Put, ancien sélectionneur des Diabes rouges, « 34 500 euros à titre d'arriérés de rémunération, majorée de 5% annuels à compter du 30 septembre 2024 et jusqu'à la date du complet paiement », a été transmis à la Fédération congolaise de football, le 18 décembre.

Décidément le football congolais n'est pas au bout de ses peines. Avec les sélectionneurs expatriés, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Paul Put avait paraphé son contrat avec le Congo le 27 mai 2021 pour une durée de deux ans. Sa mission qui consistait à qualifier les Diabes rouges à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2023 et la Coupe du monde 2022 fût un échec. Mais durant l'exercice de ses fonctions, le technicien belge ayant cumulé des arriérés de salaires est allé au bout de son contrat avant de s'engager avec l'Ouganda qu'il a qualifié pour la CAN 2025. L'ancien sélectionneur des Diabes rouges seniors a saisi la Fifa pour entrer dans ses droits.

Au Congo, faut-il le rappeler, les contrats sont signés entre les fédérations et les sélectionneurs mais c'est le gouvernement qui paie ces derniers. Comme la Fifa ne traite qu'avec les associations membres, le courrier est adressé à la Fécofoot.

En vertu de l'article 20 des règles de procédure du Tribunal du football, le secrétaire général propose de résoudre l'affaire opposant les parties mentionnées. « Le paiement (comprenant tout intérêt applicable) doit être effectué sous 45 jours à compter de la réception de la



Paul Put, l'ancien sélectionneur des Diabes rouges/Adiac

lettre de confirmation », précise le courrier.

Cette proposition, indique la lettre, ne préjuge aucunement d'une décision pouvant être prise par l'organe décisionnaire de la

Fifa concerné, si une des parties la rejette. Selon le même article al.2, les parties doivent accepter ou rejeter la proposition au plus tard le 18 janvier 2025, précisant qu'une partie qui ne répond pas

à une proposition de résolution sera réputée de l'avoir acceptée. « Si les deux parties acceptent la proposition, une lettre de confirmation sera envoyée au secrétaire général de la Fifa.

Les termes de cette lettre de confirmation sont réputés définitifs et contraignants en vertu des règlements de la Fifa applicables. Si le demandeur a payé une avance de frais de procédure relative au présent dossier, explique la correspondance, il est en droit de s'en faire rembourser la totalité. Le remboursement sera effectué sur le même compte bancaire utilisé lors du paiement de l'avance des frais. Si une partie rejette la proposition, la procédure suivra son cours régulier et l'organe décisionnaire concerné se prononcera sur le dossier. Dans ce cas, la date de la réunion ainsi que la composition de l'organe décisionnaire seront confirmées en temps utile. L'affaire Paul Put vient rallonger la longue liste des sélectionneurs ayant porté plainte contre le Congo. En 2020, le Congo avait laissé les plumes lorsque la Fifa lui avait demandé de payer la totalité des impayés de salaire à Sébastien Migné. Noël Tosi et Christian Letard avaient eux aussi saisi la Fifa pour les mêmes motifs et ont obtenu les mêmes résultats. Heureusement Younes Tatby, le sélectionneur des Diabes rouges handball, a décidé de ne pas saisir les tribunaux pour les mêmes raisons.

James Golden Eloué

AFFAIRES SOCIALES

Un atelier de restitution des travaux du premier forum sur le handicap au Congo

Le conseiller trésorier, membre du secrétariat exécutif permanent du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, Jhony Chancel Ngamouana, a présidé, le week-end dernier à Pointe-Noire, un atelier de restitution des travaux du premier forum national sur le handicap, tenu dernièrement à Brazzaville sous l'impulsion du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire.

La participation effective d'une personne vivant avec handicap dans la société dans laquelle elle vit n'est pas toujours simple. Celle-ci a souvent pris l'habitude d'être spectatrice des décisions des autres en étant de temps en temps consultée mais sans être réellement associée aux décisions collectives.

Pour remédier à cela, le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire avait organisé un forum national, le premier du genre, sur le handicap en République du Congo, avec pour objectif principal de valider un document de la stratégie nationale d'inclusion des personnes vivant avec handicap.

Cela devrait également permettre de susciter l'adhésion de toutes les parties prenantes à cet outil pragmatique de l'action du gouvernement en faveur des personnes vivant avec handicap au cours des dix prochaines années.

En s'adressant aux personnes vivant avec handicap de Pointe-Noire et du Kouilou, Jhony Chancel Ngamouana, conseiller tré-



Le conseiller Jhony Chancel Ngamouana distribuant les crèmes solaires aux personnes vivant avec albinisme / Adiac

sorier, membre du secrétariat exécutif permanent du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, a précisé que ce forum a formulé plusieurs recommandations. Il s'agit, entre autres, d'accélérer la réforme structurelle au sein du ministère en charge des

Affaires sociales afin d'améliorer la gouvernance de la problématique du handicap ainsi que le processus d'adoption de la loi portant protection et promotion des droits des personnes vivant avec handicap y compris les textes d'application. Par ailleurs, la création d'un centre

de recherche, d'innovation et de technologie a été recommandée tout comme l'installation d'un point focal gouvernance des personnes handicapées dans chaque département ministériel. Aussi, a-t-il précisé, les différents délégués présents à cette activité

ont recommandé au gouvernement qu'il soit créé un registre social spécifique de données pour déterminer le nombre de personnes vivant avec handicap dans le pays, mais aussi un ministère en charge des personnes en situation de handicap.

Pour terminer, l'orateur principal a félicité le gouvernement qui ne ménage aucun effort, par le truchement du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, pour améliorer les conditions de vie des personnes vivant avec handicap en République du Congo.

La séance a été sanctionnée par la remise des crèmes solaires aux personnes vivant avec albinisme et pour l'immortaliser, une photo de famille a été prise.

Notons que le Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap a été créé en 2018. Il a pour mission d'émettre des avis au chef de l'Etat et de faire des suggestions au gouvernement pour l'amélioration des conditions d'existence des personnes handicapées.

Hugues Prosper Mabonzo

NÉROLOGIE



Le directeur de l'Administration des ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Mme Boussakangui Augustine Joséline, en service à la cellule de gestion des Ressources documentaires et du Réseau Internet, le mardi 17 décembre à l'hôpital de référence de Talangai.

La veillée mortuaire se tient au n° 107 de la rue Ndzoko, Mpila Galéni (Rfce : arrêt Dr Blachet).

Le directeur de l'Administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.



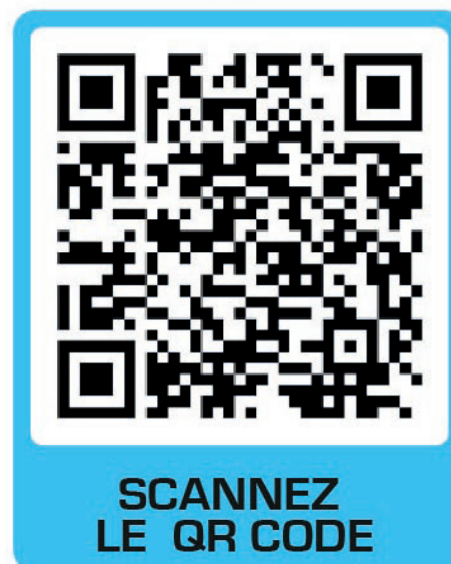
**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ
LE QR CODE**



Groupement



COMMUNIQUE

**DU PROGRAMME DE DRAINAGE DES EAUX FLUVIALES DE BRAZZAVILLE, PHASE II
PLAN D'ACTION ET DE REINSTALLATION (PAR) DES RIVERAINS DE LA TSIEME
Sites : Arrondissement 5 (Ouenzé) et 6 (Talangai)**

Les populations des quartiers 58 et 58 bis de Ouenzé, et celles des quartiers 601, 602, 603, 604, 605 et 606 de Talangai, affectées par les travaux du projet de drainage de la rivière Tsiémé à Brazzaville, sont invitées à consulter la liste provisoire qui sera affichée, du 20 au 25 décembre 2024 de 8h30 - 16h30, à l'immeuble EBINA, sis sur l'avenue des 3 Martyrs, côte à côte du dépôt FAAKI Congo, référence rond-point EBINA.

Les personnes n'ayant pas de pièces d'identité (Cartes Nationales d'Identité (CNI) et/ou des Numéros d'Identification Unique (NIU) en cours de validités, et de comptes bancaires sont priées de se présenter à l'adresse indiquée, munies de leurs actes de naissance pour le remplissage du formulaire, en vue de l'établissement gratuit de ces documents (CNI et NIU) et de l'ouverture des comptes bancaires dans les livres de la Banque Postale du Congo (BPC). La présence de toutes les personnes concernées est vivement souhaitée et le retard ne sera pas toléré eu égard au caractère urgent des opérations.

Joyeux
NOËL



Suivez-nous sur



Téléchargez pour android ou iOS



Écoute - Qualité - Client

Tel. : 81 88
Email : eqccongo@bgfi.com
www.groupebgfibank.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

CONGO-RDC

Un plaidoyer de Denis Sassou N'Guesso en faveur du bassin du Congo

« Nous allons l'emporter parce qu'il s'agit d'une cause juste », a déclaré le président Denis Sassou N'Guesso, le 21 décembre, lorsqu'il évoquait, en compagnie de son homologue de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, en visite de travail à Brazzaville, les enjeux de la valorisation des écosystèmes forestiers de la sous-région.

Répondant à la question de savoir où en est l'initiative réunissant quinze pays africains autour de la mise en valeur par les partenaires au développement des richesses forestières africaines dans le calcul du produit intérieur brut des Etats, le président congolais a indiqué que les jalons de ce plaidoyer ont été posés à Bakou, en Azerbaïdjan, en marge de la COP29 réunie au mois d'octobre dernier. Il est ensuite revenu longuement sur les initiatives prises à Brazzaville. Parmi lesquelles, la tenue du sommet des trois bassins forestiers du monde, et le lancement de l'idée de la décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du reboisement. Des « batailles » qui fondent l'optimisme de Denis Sassou N'Guesso, dont l'attachement aux questions de préservation de l'environnement est une constante :

La voix de Brazzaville

« Comme vous le savez, ici à Brazzaville, nous avons déjà abrité le sommet des trois bassins (Congo, Amazonie, Bornéo-Mékong NDLR), et aussi la conférence internationale sur le reboisement et l'afforestation. D'ici aussi nous avons lancé l'idée de la décennie africaine et mondiale de

l'afforestation et du reboisement, projet appuyé par l'Union africaine et déposé aux Nations unies. Je crois que les discussions en cours actuellement à l'Assemblée générale vont certainement déboucher sur l'adoption de la résolution autour des problèmes mondiaux de reboisement et d'afforestation. D'où l'importance des forêts et des tourbières... »

Valoriser les potentialités du bassin du Congo

« ... Vous savez, en outre, que le bassin du Congo occupe une position centrale sur ce plan mais surtout les deux Congo. Il s'agit des richesses très importantes pour l'Afrique. L'on constate malheureusement que jusqu'ici les potentialités des pays africains en la matière sont moins valorisées, les carbones des pays africains sont traités au rabais. Nous croyons que le moment est venu pour que les peuples qui protègent ces écosystèmes, surtout les écosystèmes forestiers et les autres richesses, pour le bien de l'humanité, en contrepartie, devraient en tirer les résultats substantiels pour leur développement ... »

Richesses naturelles et PIB

Denis Sassou N'Guesso lors de l'interview / Adiac

« ... Voilà pourquoi une initiative est née, « le Comité des 15 » regroupant justement quinze pays africains, dont les deux Congo, avec la contribution importante de la Banque africaine de développement. Nous avons lancé l'initiative qui tend à obtenir que la communauté internationale reconnaisse les efforts fournis par les peuples et les Etats concernés, et qu'il soit tenu compte de la valeur de ces richesses forestières dans le calcul des PIB des Etats.

Si ces avancées sont réalisées, elles donneront plus de capacité aux pays pour emprunter et amener les autres institutions financières à fortement contribuer au développement des Etats africains. C'est la bataille qui est engagée, et dans cette optique, nous avons eu une réunion préparatoire au dernier sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie, puis une deuxième, plus complète, à Bakou, en Azerbaïdjan, en marge de la COP 29, au cours de laquelle nous avons posé les jalons de ce combat qui ne fait que commencer. Nous pensons que nous allons l'emporter parce que c'est une cause juste », a conclu le président Denis Sassou N'Guesso.

Gankama N'Siah

BRAZZAVILLE-KINSHASA

La première pierre du pont route-rail préconisée en septembre 2025

L'emblématique projet porté par l'Union africaine, dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), est en passe de voir le jour.

La construction du point route-rail reliant Brazzaville et Kinshasa, sur le fleuve Congo, se précise avec la pose probable, en septembre-octobre prochains, de la première pierre par les deux chefs d'Etat de la République du Congo et de la République démocratique du Congo (RDC). Le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour qui le projet est en bonne voie, a fait cette déclaration aux côtés de son homologue Denis Sassou N'Guesso, à l'issue de sa visite de travail de plusieurs heures, le 21 décembre, à Brazzaville.

« Si tout va bien, le 15 janvier, se tiendra une grande réunion à Kinshasa, destinée à harmoniser le régime fiscal et douanier et se mettre d'accord sur les principes et pouvoir enfin démarrer. Dans le même



Le président Félix Antoine Tshisekedi répondant à la presse / Adiac

élan, mon homologue et moi, nous aurons le plaisir et l'honneur de poser la première pierre en septembre ou octobre 2025 », a précisé Félix Tshisekedi, avant de se féliciter du niveau de la coopération entre les deux Congo et d'évoquer les bénéfices attendus de l'infrastructure en projet. « J'aimerais ici souligner le fait que c'est un projet qui est très important à la fois pour les relations entre nos deux pays, mais également pour l'intégration régionale, l'intégration africaine, c'est dans le cadre du Nepad, et le président Sassou N'Guesso est champion dans ce domaine, je peux dire à ce sujet que l'Afrique se construit, les relations entre nos deux pays se construisent aussi, et c'est tant mieux ainsi », a

conclu le président de la RDC, qui s'adressait à la presse au terme de son séjour.

A titre de rappel, l'érection d'un pont entre les deux capitales de la République du Congo et de la RDC est un projet qui remonte à 1991. Des pesanteurs liées à la mobilisation des financements, mais aussi aux réticences sur l'impact économique de sa réalisation pour les deux pays ont retardé sa mise en œuvre. La RDC se préoccupait notamment de bâtir le port en eau profonde de Matadi avant de franchir le pas. Au vu des déclarations du président Félix Tshisekedi, on peut avancer que beaucoup d'obstacles sont en train d'être levés pour rapprocher encore un peu plus Brazzaville de Kinshasa, réputées être les capitales les plus proches du monde.

G.NS.